

**CONSULTATION PUBLIQUE DE L'AUTORITÉ DE  
RÉGULATION DES COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES  
ET DES POSTES RELATIVE  
A L'ANALYSE DES MARCHÉS DE GROS DE LA  
TERMINAISON D'APPEL VOCAL MOBILE**

**RÉPONSE DU GROUPE FRANCE TÉLÉCOM ORANGE**  
**(LA PARTIE SPÉCIFIQUE À ORANGE CARAÏBES FAIT TOUTEFOIS L'OBJET  
D'UN DOCUMENT SUPPLÉMENTAIRE ET DISTINCT)**

**24 MAI 2010**

**VERSION PUBLIQUE**

## SYNTHÈSE

Orange invite l'Autorité dans sa prochaine analyse de marché à :

- supprimer l'asymétrie de Bouygues Télécom dès le 1<sup>er</sup> janvier 2011 ;
- prendre en compte l'arrivée de Free Mobile et réguler le niveau de sa TA à un niveau symétrique. En effet, si l'on considère que Free Mobile bénéficie déjà d'avantages destinés à prendre en compte totalement les conséquences d'une arrivée tardive (itinérance 2G, accès aux sites de ses concurrents, accès à 5 Mhz de fréquences à 900 Mhz) ainsi que le soutiennent l'ARCEP et le gouvernement, sa terminaison d'appel devrait non seulement être régulée mais être alignée dès 2011 sur celle de ses concurrents, afin d'éviter que cet opérateur bénéficie d'un avantage supplémentaire à ceux qui lui sont d'ores et déjà consentis, et par voie de conséquence de toute nouvelle distorsion de concurrence en sa faveur. ;
- évaluer avec précision le coût incrémental des TA mobiles vocales ;
- distinguer dans son analyse de marché le territoire de la Réunion du territoire de Mayotte. En particulier la TA d'Outremer Télécom à Mayotte ne devrait pas être supérieure à celle d'Orange, car cet opérateur est beaucoup plus gros qu'Orange Mayotte.

Par ailleurs, Orange invite l'Autorité à tenir compte de ses commentaires dans le bilan de la régulation.

Orange estime que par rapport à une politique alternative de baisse plus régulière et modérée des TA mobiles choisie par les autres régulateurs Européens, la régulation du deuxième cycle :

- ne s'est pas traduite par une baisse des prix pour les consommateurs (puisque les gains de productivité des opérateurs mobiles ont été absorbés par les baisses importantes de TA) ;
- a probablement privé plusieurs centaines de milliers de français de mobiles en incitant notamment Bouygues à délaisser le marché des petits consommateurs et donc en réduisant l'intensité concurrentielle sur ce segment ;
- a surtout bénéficié à Bouygues Télécom qui aura sur la période perçu près de [SDA] M€ de plus que la plupart des opérateurs dans sa situation en Europe (notamment Orange en Espagne).

Il convient donc de tenir compte de ces éléments pour la période à venir en supprimant dès le 1<sup>er</sup> janvier 2011 toute asymétrie, et en évitant une baisse trop rapide du niveau de TA durant la période à venir.

## Plan du document

<b>SYNTHÈSE .....</b>	<b>2</b>
<b>PLAN DU DOCUMENT.....</b>	<b>3</b>
<b>I L'asymétrie avec Bouygues Télécom doit être supprimée dès le début du cycle.....</b>	<b>4</b>
<b>II L'arrivée de Free doit être prise en compte et le niveau de sa TA doit être plafonné, à un niveau symétrique, dès 2011 .....</b>	<b>4</b>
<b>III Il est nécessaire d'évaluer avec précision le coût incrémental des TA mobile .....</b>	<b>5</b>
<b>IV Le territoire de la Réunion doit être distingué de celui de Mayotte.....</b>	<b>6</b>
<b>V Commentaire sur le bilan et enseignement pour la période à venir.....</b>	<b>9</b>
V.A L'originalité de l'action du régulateur Français sur la période 2008-2010 a consisté à mettre en place une politique de forte réduction des TA mobiles et de maintien d'une asymétrie importante au profit de Bouygues Télécom.....	10
V.B Cette politique a logiquement favorisé les clients à fort ARPU au détriment des petits clients .....	10
V.C Le tarif de détail des communications départ mobile ne baisse plus depuis 2007 .....	11
V.D Le trafic départ mobile est resté stable depuis 2007 .....	12
V.E L'usage moyens par client est en décroissance depuis 2007 .....	13
V.F Enseignements pour la période à venir .....	14

]

## ***I L'asymétrie avec Bouygues Télécom doit être supprimée dès le début du cycle***

Orange considère que **la suppression de l'asymétrie avec Bouygues Télécom est un enjeu majeur du prochain cycle** d'analyse de marché.

En effet, comme rappelé par Orange en réponse à la dernière consultation de l'Autorité portant sur la définition du plafond tarifaire de Bouygues Télécom, Orange considère que le niveau de Terminaison d'Appel de Bouygues Télécom devrait être symétrique en 2010 avec celui d'Orange et de SFR, et cela même si ce niveau est supérieur à une valeur cible de cout incrémental.

L'Autorité ayant récemment confirmé le maintien d'une asymétrie pour le deuxième semestre 2010, elle devrait donc impérativement fixer des niveaux d'encadrement des TA totalement symétriques dès le début du 3<sup>ème</sup> cycle d'analyse de marché pour se rapprocher des pratiques mises en œuvre dans le reste de l'Europe, et adopter une règle cohérente avec la recommandation européenne du 7 mai 2009 qui dispose qu' « *il faut compter trois à quatre ans pour atteindre une part de marché de 15 à 20%, c'est-à-dire approcher du niveau de l'échelle minimale efficace. Il est raisonnable d'envisager un délai de quatre ans pour supprimer les asymétries.* »

Au cas d'espèce, Bouygues Télécom a 18% de part de marché et a obtenu sa licence GSM il y a plus de 15 ans.

## ***II L'arrivée de Free doit être prise en compte et le niveau de sa TA doit être plafonné, à un niveau symétrique, dès 2011***

Dans son prochain cycle d'analyse de marché, l'Autorité devra également prendre en compte l'arrivée de Free sur le marché mobile en Métropole.

En effet, Free Mobile dispose d'une Autorisation d'exploiter un réseau 3G depuis début 2010. Elle peut donc ouvrir son réseau commercialement à très court terme, notamment grâce à un accord d'itinérance national ;

Orange tient également à rappeler à l'Autorité

- qu'elle avait elle-même constaté l'ampleur de la distorsion de concurrence causée par l'absence de régulation de la TA mobile d'Outremer Télécom avant son lancement et avait alors du procéder dans l'urgence à une régulation de sa TA ;
- que sur le marché Fixe, dans l'analyse de marché en vigueur depuis fin 2008, l'Autorité a eu une position ferme consistant à réguler les TA de tous les opérateurs alternatifs

Nous ne comprenons dès lors pas pourquoi Free Mobile pourrait faire l'objet d'une régulation spécifique du niveau de sa terminaison d'appel, si il n'était pas encadré dès le 1<sup>er</sup> janvier 2011.

Dans le cadre de l'analyse de marché, il nous paraît donc indispensable que l'Autorité évalue avec précision les coûts réellement supportés par un opérateur déployant un réseau 3G seul, afin notamment de constater qu'un tel opérateur a des coûts unitaires inférieurs à ceux d'un opérateur disposant d'un réseau 2G et 3G, en particulier pour le trafic vocal.

L'absence totale de régulation de la terminaison d'appel de Free Mobile pour la durée de la nouvelle analyse de marché conférerait un avantage au quatrième opérateur par rapport à ses concurrents, alors même qu'il bénéficie déjà de conditions plus favorables que ses concurrents pour tenir compte de son entrée tardive, via

- une couverture nationale complète grâce à l'itinérance de Réseau dès le lancement de son service ;
- l'accès aux sites 2G réutilisés pour la 3G par ses concurrents
- l'accès à 5 Mhz de spectre dans la bande 900 Mhz.

Orange estime donc que la Terminaison d'Appel de Free mobiles doit être a minima encadrée afin d'être alignée rapidement sur celle des autres opérateurs mobiles. Si l'on considère que Free Mobile bénéficie déjà d'avantages destinés à prendre en compte totalement les conséquences d'une arrivée tardive ainsi que le soutiennent l'ARCEP et le gouvernement, cette terminaison d'appel devrait être alignée immédiatement afin d'éviter que cet opérateur bénéficie d'un avantage supplémentaire à ceux qui lui sont d'ores et déjà consentis, et de toute nouvelle distorsion de concurrence en sa faveur..

### ***III Il est nécessaire d'évaluer avec précision le coût incrémental des TA mobiles***

La décision 08-1176 de l'Autorité et la recommandation sur les TA publiée par la Commission Européenne fixent la cible avec un objectif de tarification des terminaisons d'appel mobile en référence aux coûts incrémentaux au plus tard le 31 décembre 2012.

Orange estime que ce coût incrémental qui est calculé sur la base du modèle bottom up développé par l'ARCEP doit encore être affiné et il est essentiel que le modèle évolue afin d'évaluer avec précision le coût incrémental de la TA sur la période 2011-2013.

Il serait en particulier indispensable de

- retravailler sur les règles et les hypothèses de dimensionnement du réseau 3G en couverture et en capacité qui sont très approximatives (notamment en ce qui concerne l'évaluation du rayon des cellules) alors qu'elles sont particulièrement impactantes pour le calcul de la TA ;
- calibrer le modèle sur des coûts reflétant la valeur économique des actifs (et notamment prendre en compte l'inflation, la valeur patrimoniale des actifs amortis, calculer les taux de progrès technique).

L'exercice de réconciliation des données calculées par le modèle avec les données réelles des opérateurs doit également être amélioré afin de mieux refléter la réalité des réseaux déployés par les opérateurs existants.

Orange France contribuera aux travaux que l'Autorité souhaite engager afin d'améliorer le modèle.

Orange souhaiterait à cet égard que l'Autorité corrige l'ambiguïté de la Figure 2 en page 10 de la consultation. En effet, présenté ainsi, il semble que la valeur de la TA voix mobile soit nécessairement supérieure à celle de la Prestation d'accès. Or cette assertion est erronée, puisque la TA a vocation à être orientée vers les seuls coûts incrémentaux alors qu'une prestation d'accès doit également contribuer aux coûts de couverture.

Cette correction permettrait d'éviter de créer de la confusion dans l'esprit d'un lecteur non averti.

#### ***IV Le territoire de la Réunion doit être distingué de celui de Mayotte***

Les situations économiques, ainsi que les situations concurrentielles sur le marché mobile, et en particulier la position concurrentielle d'Orange Réunion, sont très différentes entre la Réunion et Mayotte. Ce qui justifie que les TA sur ces deux territoires soient régulées de façon différente.

##### **Territoire de la Réunion**

Malgré une asymétrie considérable (+ 159% en 2008) en faveur d'Outremer Télécom et relativement importante en faveur d'Orange Réunion, SFR Réunion est resté ultra-dominant avec 61% de part de marché à fin 2009 (source : ARCEP, rapport outremer janvier 2010). Orange Réunion, avec 30% de part de marché à fin 2009, et Outremer Télécom, avec 9% de part de marché à fin 2009, n'ont pu pénétrer davantage le marché et ont fait face à des offres extrêmement agressives de la part de SFR Réunion. Par contraste, on peut noter qu'aux Caraïbes, Outremer Télécom a pu atteindre plus de 16% de parts de marché en quelques années seulement, et Digicel presque 40%.

SFR Réunion n'a infléchi sa politique de prix que depuis que l'Autorité de la Concurrence l'a contrainte à réduire l'écart entre ses tarifs on-net et ses tarifs off-net limitant l'effet club. SFR a cependant choisi sur la majorité de ses offres de baisser ses tarifs off net, rendant ses offres encore plus agressives, afin de ne pas désengager sa base clients et de sécuriser ainsi sa part de marché.

Orange Réunion n'a pas d'autres choix que de répliquer par des offres qui vont maintenir ou aggraver le déficit d'interconnexion.

L'examen de l'évolution du rapport de trafic Entrant / trafic Sortant montre qu'une asymétrie de TA avec SFR reste justifiée.

[

### E/S volume avec SFR

janv-09	fevr-09	mars-09	avr-09	mai-09	juin-09	juil-09	août-09	sept-09	oct-09	nov-09	dec-09	janv-10	fevr-10	mars-10

]

En conséquence, il est important de conserver à la Réunion une asymétrie des TA en faveur d'Orange Réunion.

Par ailleurs, nous faisons le constat d'un solde de trafic d'interconnexion entre Orange Réunion et Outremer Télécom.également en défaveur d'Orange Réunion. Il nous semble dès lors que la TA d'Outremer Télécom devrait rapidement converger avec celle d'Orange Réunion.

[SDA

### E/S volume avec OMT

janv-09	févr-09	mars-09	avr-09	mai-09	juin-09	juil-09	août-09	sept-09	oct-09	nov-09	déc-09	janv-10	févr-10	mars-10

]

Enfin, nous souhaitons également souligner qu'il convient d'éviter une baisse trop importante du niveau des TA à la Réunion. En effet, le PIB / habitant à la Réunion est plus faible qu'en métropole (17k€ Vs. 29k€, source : IPSOS). Et le taux de chômage est beaucoup plus important (24% Vs. 10%, source : IPSOS). Enfin le marché prépayé y est encore dynamique, et il est encore possible de ne pas briser cette dynamique. Il s'agit là de spécificités importantes du territoire de la Réunion par rapport au reste de l'Union Européenne qui pourraient justifier un calendrier différé d'orientation des TA vers les stricts coûts incrémentaux.

Il est donc important d'être en mesure de proposer des offres attractives à destination des petits consommateurs. Or, plus la TA mobile baisse, moins les offres

d'entrée de gamme sont rentables pour les opérateurs. La part de revenu liée à la TA mobile étant moins importante pour les gros consommateurs, la baisse de rentabilité est plus aisément maîtrisable pour l'opérateur qui a donc intérêt à encourager ce segment et à développer leurs usages. Une forte baisse des TA mobiles a pour conséquence de réduire l'incitation économique des opérateurs à servir les petits consommateurs, et risquerait de se traduire par l'augmentation des prix faciaux facturés aux clients sur les offres entrée de gamme. Ces effets ne sont en rien théoriques et sont notamment visibles en métropole.

### **Territoire de Mayotte**

A Mayotte, les part de marché des opérateurs sont différentes de la Réunion : Outremer Télécom a pu atteindre 19% de part de marché, et Orange Réunion, arrivée 3<sup>ème</sup> entrant, n'en détient que 7% (estimations). Or, du fait de la péréquation des TA entre les territoires de la Réunion et de Mayotte, Orange Réunion a été pénalisée par l'existence d'une asymétrie de TA très importante en faveur d'Outremer Télécom :

	2008	2009
Orange Réunion	13	11
Outremer Télécom	27,2	17,5

*Évolution de la TA Vocale Orange Réunion et Outremer Télécom en 2008 et 2009*

A Mayotte, la régulation des TA mobiles a donc donné à Outremer Télécom un avantage concurrentiel majeur, au détriment d'Orange Réunion. Nous souhaitons pour le prochain cycle de régulation des TA une symétrie des TA d'Orange Réunion et d'Outremer Télécom à Mayotte dès le 1<sup>er</sup> janvier 2011, dépéréquées avec celles de la Réunion.

Par ailleurs, la situation économique de Mayotte montre un décalage encore plus important que la Réunion avec la métropole, avec un PIB / habitant à 4k€ et un taux de chômage à 25%.

Il est donc d'autant plus important

- d'éviter une baisse de TA trop importante sur le territoire de Mayotte pour permettre aux opérateurs de proposer des offres entrée de gamme attractives et rentables ;
- d'aligner dès le 1<sup>er</sup> janvier 2011 le niveau de la TA d'Outremer Télécom sur celui d'Orange à Mayotte pour permettre à la concurrence de s'exercer loyalement entre l'ensemble des acteurs présents sur l'île.



## V Commentaire sur le bilan et enseignement pour la période à venir

Le bilan de l'ARCEP sur la régulation de la TA vocale ne semble pas tenir compte des éléments remontés par Orange dans sa réponse au questionnaire préliminaire à l'Analyse de marché.

Orange estime que par rapport à une politique alternative de baisse plus régulière et modérée des TA mobiles choisie par les autres régulateurs Européens, les éléments présentés ci-après et tirés de sources publiques permettent d'établir que la régulation du deuxième cycle ne s'est pas traduite par une baisse des prix pour les consommateurs (puisque les gains de productivité des opérateurs mobiles ont été absorbés par les baisses importantes de TA), et a probablement privé plusieurs centaines de milliers de français de mobiles en incitant les opérateurs et notamment Bouygues à délaisser le marché des petits consommateurs et donc en réduisant l'intensité concurrentielle sur ce segment.

Par ailleurs, l'asymétrie très importante mise en place par l'Autorité aura également très largement bénéficié à Bouygues Télécom, qui aura perçu près de [SDA] M€ sur la période du seul fait de cette asymétrie, alors que la plupart des opérateurs dans sa situation en Europe (notamment Orange en Espagne) n'auront quasiment pas bénéficié d'une asymétrie de TA.

[SDA

	S108-S109	S209-S1'10	S2'2010	Total
Trafic reçu par BYT (millions de minutes)				
Asymétrie (cent€/min)				
Gain pour BYT (millions d'euros)				

]

En particulier, l'Autorité fait dans son bilan (section II.1.2) le constat d'une « *évolution des volumes de trafic fixe vers mobile légèrement meilleure que celle de l'ensemble du trafic* »

Ce constat est présenté en distinguant

- le trafic originaire des accès fixes classiques (RTC) : le RTC vers les fixes a décliné de 2007 à 2009 de 25% tandis que vers les mobiles il a décliné de 17%
- le trafic originaire des accès fixes IP (Box) : le trafic vers les fixes a cru de 2007 à 2009 de 61% et le trafic vers les mobiles a cru de 71%.

L'Autorité en déduit que sa politique s'est traduite par une meilleure croissance (ou une moindre décroissance) du fixe vers mobile par rapport au fixe vers fixe.

Ce constat est trompeur – il traduit en fait simplement le fait que les accès RTC sont proportionnellement des plus gros consommateurs de fixe vers mobile que les accès IP. Lorsque l'on somme les flux concernés, on constate au contraire que le trafic fixe vers mobile a décliné de 6% tandis que le trafic fixe vers fixe a cru de près de 4%.

Orange conteste donc la conclusion selon laquelle ces chiffres démontreraient que la politique de baisse des TA Mobiles se serait traduite par une stimulation des usages d'appels vocaux vers les mobiles.

Type de trafic	Volume 2007 (Mmin)	Proportion usage Mobile en 2007	Volume 2009 (Mmin)	Proportion usage Mobile en 2009	Variation 2009 vs 07 (Mmin)	Variation en 2009 vs 07 en %
Fixe vers Fixe	84 850		88 048		3198	4%
Fixe vers mobile	11 913	12,3%	11 220	11,3%	-693	-6%
RTC vers Fixe	56 278		42 153		-14125	-25%
RTC vers mobile	10 433	15,6%	8 700	17,1%	-1733	-17%
IP vers Fixe	28 573		45 897		17324	61%
IP vers mobiles	1 478	4,9%	2 520	5,2%	1042	71%

### **V.A L'originalité de l'action du régulateur Français sur la période 2008-2010 a consisté à mettre en place une politique de forte réduction des TA mobiles et de maintien d'une asymétrie importante au profit de Bouygues Télécom**

A partir de mi-2007, alors même que les principaux régulateurs européens étaient favorables à une baisse régulière et modérée des terminaisons d'appel mobile, l'ARCEP a imposé par la décision 07-0810 une baisse des TA mobile en France dès le 1<sup>er</sup> janvier 2008 et a anticipé de très fortes baisses pour le futur en annonçant son intention de fixer les TA mobiles en référence aux coûts incrémentaux dans ses prochaines décisions.

Parallèlement (et même dès la dernière décision de régulation du 1<sup>er</sup> cycle), l'Autorité a également posé le principe d'une compensation — du solde d'interconnexion engendré par Bouygues au moyen d'une asymétrie de TA à son profit, au motif que ce solde négatif était, au moins partiellement, « subi » en raison de la politique tarifaire d'abondance on net d'Orange et SFR.

### **V.B Cette politique a logiquement favorisé les clients à fort ARPU au détriment des petits clients**

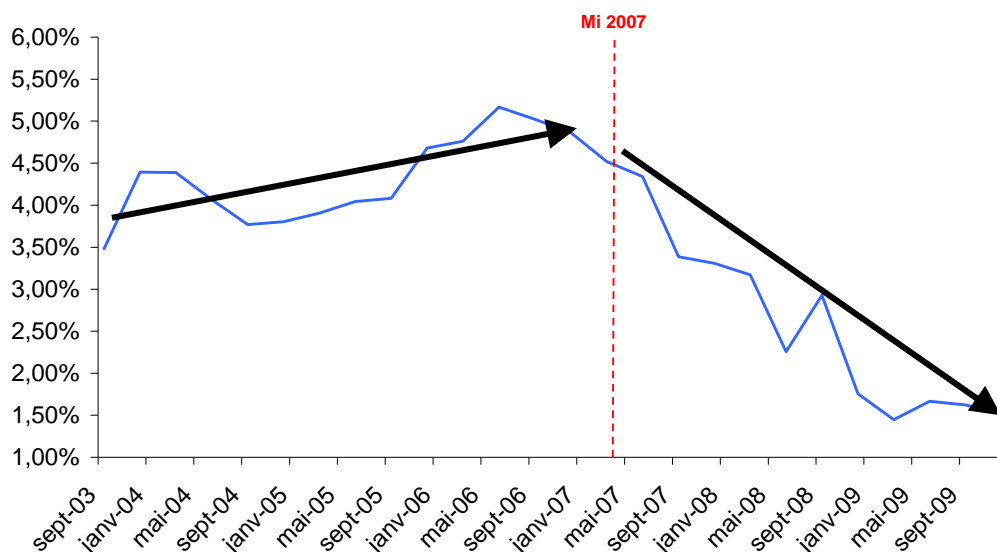
La baisse et l'anticipation de baisse très importante des TA Mobiles ont logiquement contribué à dégrader la rentabilité des offres adressées aux petits consommateurs.

Le signal économique d'une compensation – et même parfois de surcompensation comme l'a reconnu le Conseil d'État – du déficit du solde d'interconnexion engendré par la stratégie commerciale d'abondance tous réseaux de Bouygues a manifestement achevé de convaincre cet opérateur de délaisser le segment des petits consommateurs (soit directement, soit par l'intermédiaire de MVNOs qui est un segment sur lequel il n'a pas été actif), puisque sa part de marché sur ce segment a décliné sur la période.

Parallèlement, les opérateurs ont été désincités à utiliser la liberté commerciale de tarifier les communications on net à un tarif préférentiel, qui avait été l'un des principaux moteurs des baisses tarifaires observées en 2004 et 2005.

Les effets de cette politique sur le taux de croissance du marché mobile sont sans surprise : le graphique ci-dessous présente la croissance (delta taux de pénétration sur une année) depuis fin 2003. On peut constater que la mise en œuvre de la régulation du deuxième cycle est corrélée à une chute de cette croissance.

### Croissance annuelle du taux de pénétration mobile actif voix en France entre 2003 et 2009



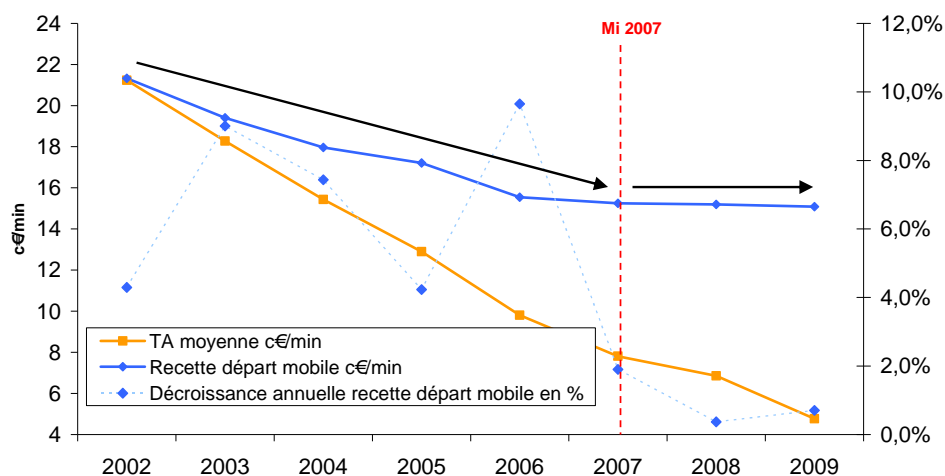
Source : Suivi des indicateurs mobiles de l'ARCEP

### V.C Le tarif de détail des communications départ mobile ne baisse plus depuis 2007

L'analyse des données publiées par l'Autorité dans le cadre de l'observatoire des marchés montre que la recette minute moyenne départ mobile – obtenue en divisant le chiffre d'affaires de l'activité Téléphonie Mobile par le volume total de communications au départ des mobiles – ne baisse plus depuis 2007 et s'est stabilisée autour de 15 c€/min alors qu'elle était en forte décroissance depuis plusieurs années.

Ainsi la baisse continue des terminaisons d'appel mobile depuis 2006 a stoppé la baisse de la recette minute moyenne départ mobile. Il s'agit là d'une illustration du «*waterbed effect*» : les opérateurs mobiles voyant leurs recettes de gros diminuer ne peuvent restituer ces gains à leurs clients sur le marché de détail et les tarifs de détail stagnent.

**Evolution de la recette minute moyenne départ mobile entre 2002 et 2009**  
source : Observatoire des marchés ARCEP



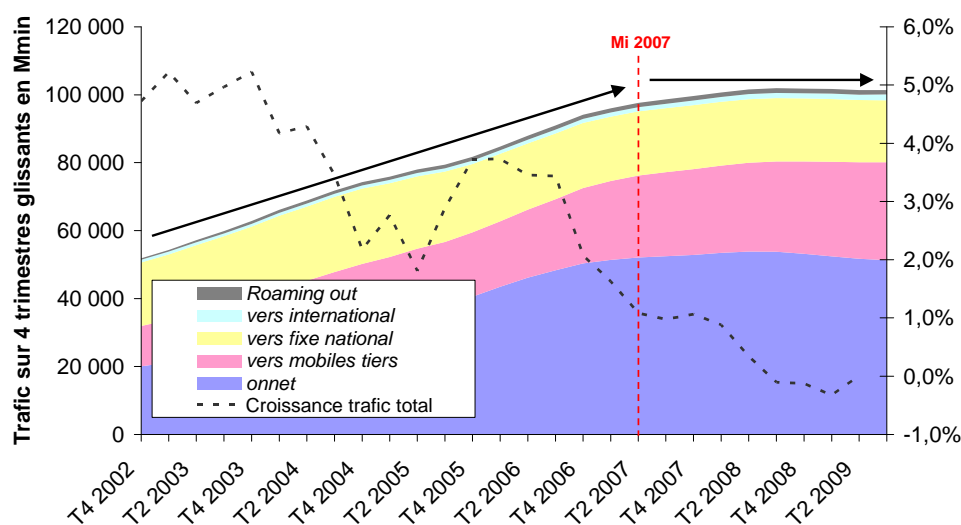
Source : observatoire des marchés de l'ARCEP

## V.D Le trafic départ mobile est resté stable depuis 2007

On constate que le volume des communications au départ des mobiles est stable depuis 2007 à environ 100 milliards de minutes par an, alors même que l'Autorité n'a cessé de baisser les TA sur la période. Le seul effet notable concerne le trafic on-net qui décroît légèrement depuis plusieurs trimestres, cette baisse étant compensée par une augmentation du trafic vers les mobiles tiers.

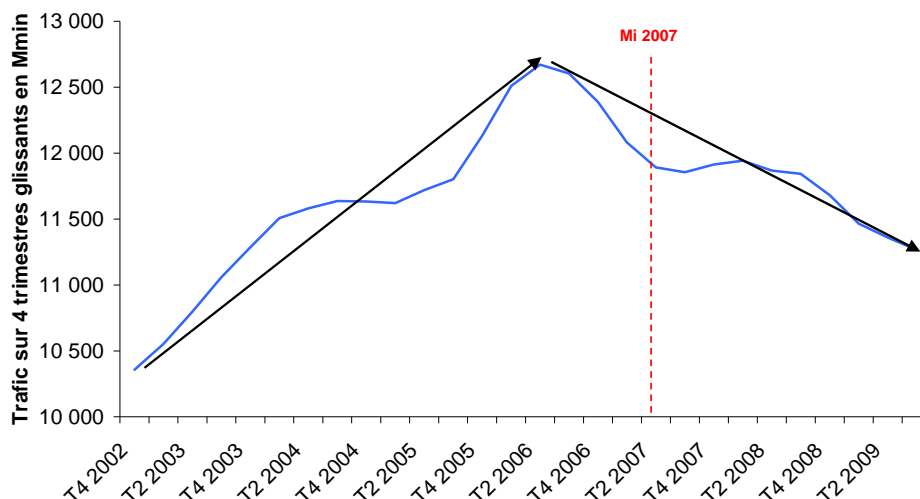
Comme on l'a vu précédemment, cette évolution de la structure de trafic inter-opérateur est toutefois sans conséquence pour le consommateur, qui bénéficiait déjà de prix minutes avantageux par rapport à la moyenne européenne, dont la baisse annuelle de 5 à 6% dont il bénéficiait jusqu'en 2006 a été stoppée nette après la mise en place de la régulation du deuxième cycle.

**Evolution du trafic départ mobile entre 2002 et 2009**



De même la politique de l'ARCEP sur les TA mobiles ne semble avoir eu aucun impact sur l'évolution du trafic fixe vers mobiles qui décroît depuis mi-2006 et cette tendance à la baisse s'est poursuivie malgré l'annonce par l'ARCEP de la baisse des TA mobiles.

Evolution du trafic fixes vers mobiles entre 2002 et 2009

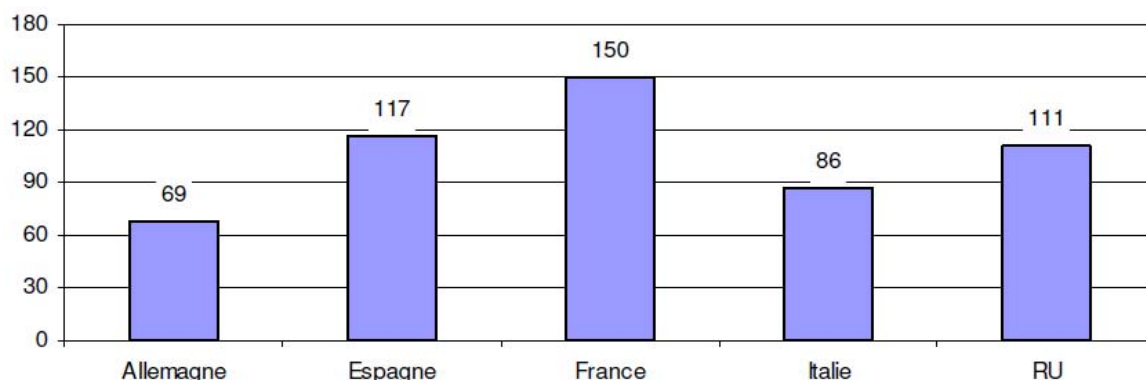


Il n'y a donc pas de lien nécessaire entre baisse de la TA et croissance du trafic. Ce constat est cohérent avec le fait que, d'une part, le marché mobile propose déjà et depuis plusieurs années de très nombreuses offres d'abondance, qui se sont développées en l'absence de TA mobiles très basses et, d'autre part, que la politique de baisse de TA conduit à une moindre croissance du parc mobile et donc du nombre de correspondants susceptibles d'être appelés.

### V.E L'usage moyens par client est en décroissance depuis 2007

Entre 2002 et 2007, l'usage sortant mensuel par client a progressé de 35% (de 115 à 155 min/mois), plaçant les Français parmi les plus gros utilisateurs de voix mobile de l'Union Européenne.

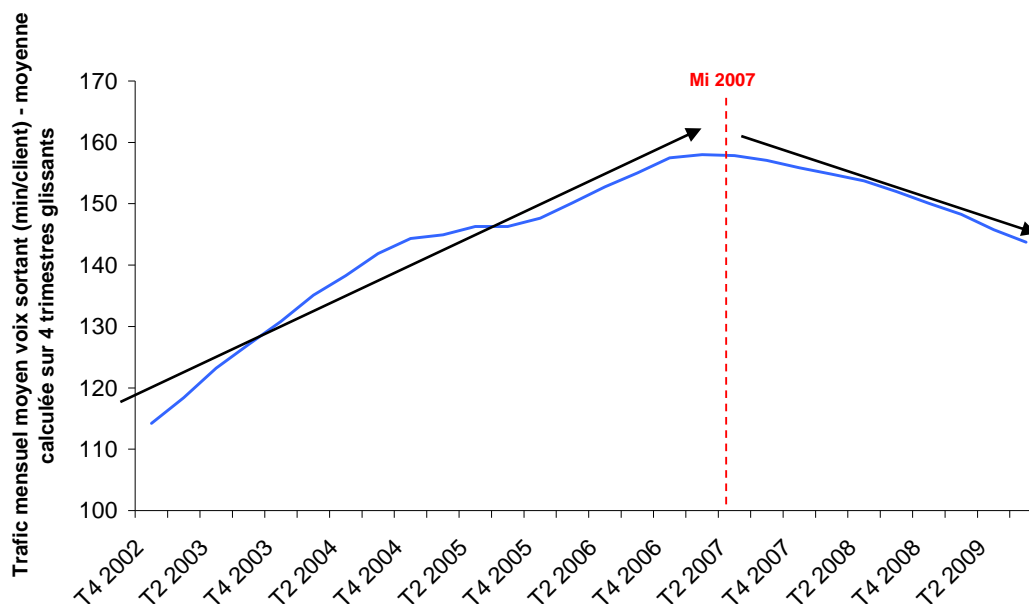
Figure 15 : Usage voix mobile sortant moyen mensuel par carte SIM en 2008 (en minutes)



Source : IDATE

Toutefois, le trafic moyen par client au départ des mobiles en France décroît depuis mi-2007. L'usage voix sortant moyen s'établit désormais à moins de 145 minutes par mois et par client.

Evolution du trafic mensuel moyen par client mobile entre 2002 et 2009



## V.F Enseignements pour la période à venir

Sur la base de ces différents constats, Orange réitère ses précédentes demandes de

- voir la Terminaison d'Appel baisser en se limitant à la restitution des gains de productivités naturellement réalisés par les opérateurs, afin de ne pas déstabiliser le marché et de permettre aux opérateurs de restituer également ces gains de productivité sur les marchés de détail (ce qu'ils n'ont pu faire depuis plusieurs années – comme le démontre les chiffres tirés de l'observatoire des marchés de l'ARCEP) ;
- annuler dès le 1<sup>er</sup> janvier 2011 toute asymétrie, ce qui incitera tous les opérateurs à être performants sur tous les segments du marché, tout en supprimant l'avantage concurrentiel dont Bouygues Télécom a bénéficié durant ces dernières années.